

Nouvelles formes d'installation : la rentabilité au cœur des préoccupations

Face aux différents projets d'installation, la question de la rentabilité et de la faisabilité économique est essentielle pour le cédant comme pour le repreneur.

→ Une multitude de cultures de diversification se développent, les habitudes de consommation évoluent et l'adaptation aux changements climatiques ouvre aussi l'opportunité de nouvelles filières. Ce sont trois raisons qui justifient l'apparition de projets d'installations innovants ou atypiques. Dans ce contexte où beaucoup d'inconnus entourent la faisabilité économique du projet, comment envisager sereinement une installation transmission ?

LA PEUR DU MANQUE DE RENTABILITÉ

Lors de leur recherche d'un repreneur, Alain et Sylvie ont vu débouler des collectifs de jeunes très enthousiastes à l'idée de revenir à une vie plus proche de la terre. C'est le cas de Gaspard et de ses camarades

qui envisagent de se tourner vers des productions plus atypiques comme les agrumes ou les petits fruits bien que leur choix ne soit pas arrêté. Lors de la rencontre entre ce collectif et les cédants, qui se sont concentrés durant toute leur carrière sur la production laitière, le manque de connaissances technico-économiques sur les projets atypiques peut freiner. Toutefois, l'enjeu de transmettre l'outil de travail est essentiel pour assurer une continuité de l'activité agricole. Face à la description du futur projet des repreneurs, Alain s'inquiète. Certes, c'est original et le positionnement de niche laisse entrevoir des marchés réservés. Mais il se demande comment Gaspard et ses camarades vont vivre. « Comment vont-ils se dégager un revenu dans leur projet collectif ? » ; « Aucun recul sur ce débouché et sur ce

mode de commercialisation : comment peuvent-ils assurer la rentabilité et surtout comment payeront-ils les fermages et le prêt ? »

L'EBE COMME RÉFÉRENCE À UTILISER

Par rentabilité, l'agriculteur cédant entend le besoin de faire face aux aléas de l'activité, tout en assurant le remboursement des investissements et montants de reprise de départs et un revenu pour l'exploitant. L'EBE (excédent brut d'exploitation) est le chiffre de référence qui doit être utilisé pour calculer la valeur de repreneabilité.

Il existe plusieurs méthodes pour évaluer une exploitation agricole, mais la valeur de repreneabilité estime un prix qui lèvera toutes les craintes de viabilité et de rentabilité du projet de reprise/installation : elle assurera de la capacité du repreneur à rembourser ses annuités.

Pour estimer l'EBE du projet de transmission-installation, il est nécessaire pour l'agriculteur cédant, conjointement avec son repreneur, de s'appuyer sur



Au-delà de la valeur de repreneabilité, il faut aussi accepter une certaine prise de risque au sein d'un projet de transmission-reprise, surtout lorsqu'il y a création d'une nouvelle activité. © CAN

le prévisionnel économique du projet et de s'entourer de conseillers techniques. Même si la valeur de repreneabilité se base sur des prévisions, plus elle sera faite avec professionnalisme, plus elle sera cohérente et acceptée par les différentes parties.

UNE PART DE RISQUE À ACCEPTER MALGRÉ UN PRÉVISIONNEL BIEN CONSTRUIT

Au-delà de la valeur de

repreneabilité, il faut aussi accepter une certaine prise de risque au sein d'un projet de transmission-reprise, surtout lorsqu'il y a création d'une nouvelle activité. Cette prise de risque fait partie de la "culture entrepreneuriale" qu'a cette nouvelle génération de repreneur. En tant qu'agriculteur-cédant, il faut aussi savoir lâcher-prise et faire confiance à son repreneur.

CÉLINE COLLET

Machinisme : le bout du tunnel en vue pour les constructeurs

Après une année 2024 assez compliquée, les constructeurs français de machines agricoles espèrent un rebond économique d'ici la fin de l'année 2025. Quelques signes prometteurs le laissent présager.

→ « Relativement optimiste », tel est le sentiment général des administrateurs d'Axema, le syndicat français des constructeurs de machines agricoles qui, après plusieurs mois de baisse quasi continue, voient le marché du machinisme reprendre quelques couleurs. Il faut reconnaître que l'année passée ne leur a guère profité avec une chute de -15 % du chiffre d'affaires global. Après une année assez exceptionnelle en 2023 (18,8 milliards d'euros-Md€), « on revient à la normale avec un CA de 16 Md€* », a

commenté David Targuy, directeur des affaires économiques et internationales d'Axema. En volume, avec un indice 104, la production française d'agroéquipements est tombée à son plus bas niveau depuis 2010 (indice 100). Il était de 126 en 2023 et de 120 en 2022, avec un pic de 129 en 2013 et 128 en 2012. En valeur, la production recule de 17 % passant de 8,9 Md€ en 2023 à 7,4 Md€ en 2024, en raison « d'un manque de prises de commandes et de stocks importants chez les concessionnaires », a expliqué David Targuy. Les

causes de ce repli globales sont multiples mais à mettre sur le compte des mauvaises conditions climatiques qui ont plombé les comptes des agriculteurs, notamment en grandes cultures et en viticulture. « 2024 a été l'une des plus mauvaises années depuis dix ans, ce qui a pesé sur les investissements en matériel », a souligné Jean-Christophe Regnier, trésorier et président de la commission économique d'Axema. Cependant, en comparaison de ses concurrents européens, la France reste le pays qui investit le plus dans les agroéquipements (9,856 Md€) devant l'Allemagne (8,857 Md€) et l'Italie (6,858 Md€), sur un marché global européen pesant 44,6 Md€.

+7 % FIN 2026 ?

Cette situation économique

défavorable a pesé sur le commerce extérieur. « Nous avons subi une forte contraction des échanges en France, en UE et sur le plan mondial », a poursuivi David Targuy. Les exportations françaises ont fléchi de -21 %, passant de 4,745 Md€ (2023) à 3,743 Md€ (2024). Les importations en France se sont repliées dans une proportion presque identique : -17 %. Elles affichaient 6,908 Md€ en 2023 et ne représentaient plus que 5,757 Md€ en 2024. Dans tous les cas, la balance commerciale reste encore déficitaire à -2,014 Md€ (-2,163 Md€ en 2023), « principalement avec l'Allemagne », a concédé le directeur des affaires économiques et internationales. La contraction des marchés reste mondiale avec un recul moyen de -14 % à l'échelle planétaire : -13 % pour les exportations et

-15 % pour les importations. La France (3,857 Md€) reste dans le top 5 des principaux exportateurs, derrière l'Allemagne (13,516 Md€), les États-Unis d'Amérique (9,406 Md€), la Chine (7,395 Md€) et l'Italie (5,126 Md€). Le syndicat des constructeurs pense que le marché va continuer de se contracter, car « les facturations sont mauvaises ». Il estime qu'il affichera -3 % à la fin de l'année. Cependant « nous espérons une reprise d'activité à la fin du deuxième trimestre » et un rebond d'environ « +7 % à la fin de l'année 2026 », a esquissé David Targuy.

CHRISTOPHE SOULARD

(*) Ce chiffre comprend notamment les ventes (9,6 Md€), les exportations (4 Md€) et les services (2,4 Md€)